

Neuchâtel, le 13 mars 2020

## À situation exceptionnelle, mesures extraordinaires

**L'épidémie de COVID-19 et les recommandations sanitaires mettent en danger de nombreux acteurs de la société civile neuchâteloise. Afin de proposer des outils financiers leur permettant de traverser cette crise, le groupe socialiste au Grand Conseil a déposé une recommandation encourageant la mise sur pied de prêts sans intérêts et garantis par l'État.**

Si les conséquences sanitaires et économiques du coronavirus ne peuvent pas encore être quantifiées, les prédictions sont pour l'instant peu rassurantes. Dans ce contexte, il est impératif que le Canton, à l'instar de ce qui a été proposé hier par le Conseil d'État, présente des mesures concrètes et solidaires pour les nombreux acteurs de la vie économique, culturelle, sociale et sportive qui font état d'une inquiétude croissante. C'est dans cette optique que le groupe socialiste a déposé aujourd'hui une recommandation à l'intention du Conseil d'État proposant une collaboration entre le canton et la Banque Cantonale Neuchâteloise. En effet, les recommandations sanitaires ont des répercussions importantes sur les rentrées financières de nombreux acteurs. Bien que gagnant moins d'argent, les entreprises et organisations concernées doivent néanmoins honorer le paiement des frais fixes, comme le loyer, et des salaires. Ce déséquilibre met dangereusement en péril les acteurs qui ne peuvent pas recourir au chômage partiel et qui ne disposent pas de réserves financières suffisantes pour se permettre plusieurs mois de disette.

Par conséquent, le groupe socialiste encourage le canton et la BCN à mettre en place un système de prêts sans intérêts et garantis par l'État. L'implication de la banque cantonale, tout en respectant son indépendance, est motivée non seulement par sa capacité à assumer rapidement une telle mission mais également par son statut d'interlocuteur privilégié pour un bon nombre des acteurs concernés. Cette mesure permettrait non seulement d'encourager le maintien d'un tissu économique et culturel diversifié à l'issue de la crise sanitaire, mais également d'éviter que la pesée des intérêts économiques se fasse au détriment des intérêts sanitaires.